

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29751]

**12 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil;

Vu les avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 décembre 2013 et le 17 mars 2014;

Vu l'avis 56.436/2/V du Conseil d'Etat, donné le 16 juillet 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. En maison d'enfants, le personnel d'encadrement des enfants en ce compris le(la) directeur(trice), doit comporter au moins deux personnes.

En cours de fonctionnement, selon la grille horaire, l'encadrement des enfants est organisé dans le respect du ratio minimum de 1 encadrant pour 7 enfants simultanément présents en ce compris le(la) directeur(trice).

Peuvent également être pris en compte dans le personnel minimum assurant l'encadrement des enfants, les stagiaires qui, dans le cadre de la formation en alternance ou de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ont conclu avec une maison d'enfants une convention de stage de longue durée et ce, à concurrence d'un(e) stagiaire par tranche de 12 places, sans toutefois excéder la moitié du personnel d'encadrement de la maison d'enfants.

Les formations visées à l'alinéa précédent doivent donner accès à un des titres reconnus par le Gouvernement pour le personnel d'encadrement des maisons d'enfants visés à l'article 42, § 3, alinéa 2. ».

**Art. 2.** L'article 165 bis du même arrêté, inséré par l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 165bis. § 1<sup>er</sup>. Les personnes qui ne justifient pas d'une des formations visées à l'article 42, § 3, pour exercer les fonctions de directeur(trice) de maison d'enfants et qui exerçaient des fonctions similaires dans un milieu d'accueil bénéficiant, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2014, d'une attestation de surveillance valide délivrée par Kind en Gezin peuvent être admises à exercer les fonctions de directeur(trice) de maison d'enfants moyennant l'engagement de suivre des modules de formation continue complémentaires à sa formation de base dispensés par des opérateurs de formation définis à l'article 43, alinéa 2.

Le suivi de ces modules doit débuter dans la première année à compter de la délivrance de l'autorisation par l'Office et totaliser 50 heures au minimum qui peuvent être réparties sur trois années.

§ 2. Les personnes qui ne justifient pas d'une des formations visées à l'article 42, § 3, et 42, § 4, pour exercer les fonctions de personnel d'encadrement en maisons d'enfants ou d'accueillant(e) et qui exerçaient des fonctions similaires dans un milieu d'accueil bénéficiant, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2014, d'une attestation de surveillance valide délivrée par Kind en Gezin peuvent être admises à exercer les fonctions de personnel d'encadrement en maison d'enfants ou d'accueillant(e) moyennant l'engagement de suivre des modules de formation continue complémentaires à sa formation de base dispensés par des opérateurs de formation définis à l'article 43, alinéa 2.

Le suivi de ces modules doit débuter dans la première année à compter de la délivrance de l'autorisation par l'Office et totaliser 25 heures au minimum qui peuvent être réparties sur trois années.

§ 3. Les §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont également applicables lorsque l'attestation de surveillance a été retirée par Kind en Gezin principalement en raison du non-respect de l'obligation d'apporter la preuve de la connaissance de la langue néerlandaise par le responsable du milieu d'accueil et moyennant mise en conformité de ce qui ne relève pas de l'exigence linguistique.

Les §§ 1<sup>er</sup> et 2, ne sont applicables qu'aux milieux d'accueil qui répondent aux conditions suivantes :

- 1) ne pas avoir suspendu son activité ;
- 2) ne pas avoir eu une décision de retrait ou de refus d'autorisation par l'ONE.

§ 4. Les dispositions du présent article s'appliquent aux demandes d'autorisation introduites entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 décembre 2017. ».

CHAPITRE II. — *Modification apportée à l'annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil*

**Art. 3.** Dans l'annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil est inséré un article 43 rédigé comme suit :

« Art. 43. § 1<sup>er</sup>. Les modalités relatives aux infrastructures fixées par l'Office en vertu de l'article 18 de l'arrêté milieux d'accueil ne s'appliquent pas aux demandes d'autorisation relatives à des milieux d'accueil qui répondent aux conditions suivantes :

- 1) disposer, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2014, d'une attestation de surveillance valide délivrée par Kind en Gezin ;
- 2) ne pas avoir suspendu son activité ;
- 3) ne pas avoir eu une décision de retrait ou de refus d'autorisation par l'ONE.

Pour les milieux d'accueil visés à l'alinéa premier, les modalités relatives aux équipements s'appliquent dans un délai de 2 ans à compter de l'autorisation du milieu d'accueil par l'Office.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> est également applicable lorsque l'attestation de surveillance a été retirée par Kind en Gezin principalement en raison du non-respect de l'obligation d'apporter la preuve de la connaissance de la langue néerlandaise par le responsable du milieu d'accueil et moyennant mise en conformité pour ce qui ne relève pas de l'exigence linguistique.

§ 3. Les dispositions du présent article s'appliquent aux demandes d'autorisation introduites entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 décembre 2017. ».

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2014.

**Art. 5.** La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,  
Mme J. MILQUET

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29751]

**12 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 tot goedkeuring van de nadere regels bepaald door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort ONE, artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 tot goedkeuring van de nadere regels bepaald door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op de adviezen van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 18 december 2013 en 17 maart 2014;

Gelet op het advies 56.436/2/V van de Raad van State, gegeven op 16 juli 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vicepresident en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen aangebracht aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd**

**Artikel 1.** Artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen, wordt vervangen door hetgeen volgt:

« Art. 38. In kindervervoorzieningen bedraagt het begeleidingspersoneel van kinderen minstens twee personeelsleden, met inbegrip van de directeur.

Op grond van de uurregeling, wordt de begeleiding van de kinderen georganiseerd met inachtneming van minimum 1 begeleidingspersoon voor 7 simultaan aanwezige kinderen met inbegrip van de directeur.

Kunnen ook in aanmerking worden genomen in het minimumpersoneel dat de kinderen begeleidt, de stagiairs die, in het kader van de alternerende opleiding of de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, een stageovereenkomst van lange duur, ten belope van één stagiair per schijf van 12 plaatsen, met een kindervervoorziening hebben gesloten, zonder nochtans de helft van het begeleidingspersoneel van het kindervervoorziening te overschrijden.

De opleidingen bedoeld bij het vorige lid moeten toegang verlenen tot één van de door Regering voor het begeleidingspersoneel van kinderhuizen bedoeld bij artikel 42, § 3, tweede lid erkende bekwaamheidsbewijzen. ».

**Art. 2.** Artikel 165bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 39 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 165bis. § 1. De personen die geen opleiding bedoeld bij artikel 42, § 3, hebben genoten, om de ambten van directeur van een kinderhuis uit te oefenen en die gelijkaardige ambten bekleedden in een opvangmilieu dat, minstens op 1 april 2014, een goedgekeurd toezichtattest uitgereikt kreeg door Kind en Gezin, kunnen ertoe gemachtigd worden de ambten van directeur van een kinderhuis uit te oefenen mits ze er zich toe verbinden de modules voor voortgezette opleiding te volgen die hun basisopleiding aanvullen, verstrekt door de opleidingsoperatoren bedoeld bij artikel 43, tweede lid.

Deze modules moeten eerst gevolgd worden tijdens het eerste jaar vanaf de uitreiking van de machtiging door de Office en minstens 50 uur bedragen die over drie jaar verdeeld kunnen worden.

§ 2. De personen die niet één van de opleidingen bedoeld bij artikel 42, § 3 en artikel 42, § 4, hebben genoten, om de ambten van lid van het begeleidingspersoneel van een kinderhuis of van lid van het opvangpersoneel uit te oefenen en die gelijkaardige ambten bekleedden in een opvangmilieu dat, minstens op 1 april 2014, een goedgekeurd toezichtattest uitgereikt kreeg door Kind en Gezin, kunnen ertoe gemachtigd worden de ambten van lid van het begeleidingspersoneel van een kinderhuis of van lid van het opvangpersoneel uit te oefenen mits ze er zich toe verbinden de modules voor voortgezette opleiding te volgen die hun basisopleiding aanvullen, verstrekt door de opleidingsoperatoren bedoeld bij artikel 43, tweede lid.

Deze modules moeten eerst gevolgd worden tijdens het eerste jaar vanaf de uitreiking van de machtiging door de Office en minstens 25 uur bedragen die over drie jaar verdeeld kunnen worden.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn ook van toepassing wanneer het toezichtattest door Kind en Gezin ingetrokken werd voornamelijk wegens niet inachtneming van de verplichting om het bewijs van de kennis van de Nederlandse taal te leveren door de verantwoordelijke van het opvangmilieu en mits het personeelslid zich in overeenstemming stelt met wat geen betrekking heeft op het taalvereiste.

De §§ 1 en 2 zijn enkel van toepassing op de opvangmilieus die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1) zijn activiteit niet hebben opgehouden;
- 2) niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot intrekking of weigering van een machtiging door de ONE.

§ 4. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de aanvragen om machtiging ingediend tussen 1 april 2014 en 31 december 2017. ».

*HOOFDSTUK II. — Wijziging van de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 tot goedkeuring van de nadere regels bepaald door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen*

**Art. 3.** In de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 tot goedkeuring van de nadere regels bepaald door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene regeling inzake opvangvoorzieningen, in de Franse tekst, wordt een artikel 43 luidend als volgt ingevoegd:

« Art. 43. § 1<sup>er</sup>. Les modalités relatives aux infrastructures fixées par l'Office en vertu de l'article 18 de l'arrêté milieu d'accueil ne s'appliquent pas aux demandes d'autorisation relatives à des milieux d'accueil qui répondent aux conditions suivantes :

- 1) disposer, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2014, d'une attestation de surveillance valide délivrée par Kind en Gezin ;
- 2) ne pas avoir suspendu son activité ;
- 3) ne pas avoir eu une décision de retrait ou de refus d'autorisation par l'ONE.

Pour les milieux d'accueil visés à l'alinéa premier, les modalités relatives aux équipements s'appliquent dans un délai de 2 ans à compter de l'autorisation du milieu d'accueil par l'Office.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> est également applicable lorsque l'attestation de surveillance a été retirée par Kind en Gezin principalement en raison du non-respect de l'obligation d'apporter la preuve de la connaissance de la langue néerlandaise par le responsable du milieu d'accueil et moyennant mise en conformité pour ce qui ne relève pas de l'exigence linguistique.

§ 3. Les dispositions du présent article s'appliquent aux demandes d'autorisation introduites entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 décembre 2017. ».

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2014.

**Art. 5.** De Vicepresident en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 12 november 2014.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,  
Mevr. J. MILQUET